



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à l'élaboration du zonage
d'assainissement des eaux pluviales
de la commune de Chamonix-Mont-Blanc (74)**

Décision n°2024-ARA-KKPP-3676

Décision après examen au cas par cas

en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-22-6;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination «Inspection générale de l'environnement et du développement durable» à la dénomination «Conseil général de l'environnement et du développement durable» ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 5 mai 2022, 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024 et 3 décembre 2024 ;

Vu la décision du 17 décembre 2024 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2024-ARA-KKPP-3676, présentée le 13 décembre 2024 par la commune de Chamonix-Mont-Blanc (74), relative à l'élaboration de son zonage d'assainissement des eaux pluviales ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 13 janvier 2025 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie en date du 16 janvier 2025 ;

Considérant que la commune de Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie) compte 8 642 habitants sur une superficie de 116,5 km² (données Insee 2021), qu'elle fait partie de la communauté de communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc et du périmètre du schéma de cohérence territoriale (Scot) Mont-Blanc Arve Giffre arrêté en 2017, qu'elle est soumise à la loi montagne ;

Considérant que le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales a pour objet de délimiter :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire ;

Considérant les caractéristiques du territoire, la commune est concernée par :

- le bassin versant de l'Arve, la commune est concernée par plusieurs torrents ;
- une zone Natura 2000, des zones d'inventaire de la biodiversité et des zones humides référencées à l'inventaire départemental ;
- plusieurs captages d'alimentation d'eau potable ;
- les masses d'eau superficielles, notamment « *L'Arve de la source au barrage des Houches* » (n°FR-DR566a), « *La Diosaz en amont du barrage de Montvauthier* » (n°FRDR566b) ;
- les masses d'eau souterraines « *Domaine plissé et socle BV Arve amont* » (n°FRDG403) et « *Alluvions de l'Arve (superficielles et profondes)* » (n°FRDG364) ;
- un plan de prévention des risques naturels (PPRn) mouvement de terrain, crues torrentielles et inondations approuvé le 17 mai 2002 et un PPR avalanches approuvé le 28 mai 2015 ;

Considérant qu'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales a été élaborée afin de définir les secteurs propices ou non à l'infiltration ; que le débit de fuite a été calculé ;

Considérant que l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales a été précédé de la prise en compte des périmètres de captage d'alimentation en eau potable, des aléas naturels, d'un inventaire des dysfonctionnements, d'un entretien avec les élus ; que le dossier mentionne des travaux à réaliser ou des recommandations techniques en vue de solutionner les dysfonctionnements identifiés ;

Considérant qu'une visite de terrain a été conduite au sein de chaque secteur potentiellement urbanisable (zone ou parcelle actuellement vierge classée AU selon le zonage du PLU) ; au sein de chaque zone ; il est demandé une compensation de l'imperméabilisation induite par la mise en place de dispositifs de rétention à débit régulé ou infiltration des eaux pluviales (au regard des données à disposition d'aptitude à l'infiltration des sols) à la parcelle, qu'à proximité de cours d'eau, une bande végétale de 5 m de part et d'autre du cours d'eau devra être maintenue ;

Considérant que le projet de zonage réglemente les possibilités d'infiltration des eaux pluviales sur le territoire communal et le type de dispositif à mettre en œuvre ;

Considérant que le dossier identifie 12 « *secteurs potentiellement urbanisables* » dont l'un, correspondant à un projet d'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°12 « *La Rosière* », est concerné par le périmètre de protection rapproché du captage d'alimentation en eau potable « *pompage des Chosalets* » ;

Rappelant qu'il appartient aux personnes publiques responsables des zonages d'assainissement, du plan local d'urbanisme, à l'autorité administrative compétente pour les autorisations d'urbanisme, ainsi qu'aux maîtres d'ouvrages dans l'OAP n°12, de se conformer aux prescriptions de la servitude d'utilité publique constituée par l'arrêté déclarant d'utilité publique le périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable susmentionné¹, lequel dispose que sont notamment interdits « *les excavations du sol et du sous-sol et les gros travaux de génie civil* », « *les constructions nouvelles non reliées à un tout à l'égout étanche* », « *les forages à la nappe, les installations classées, les élevages en batterie, l'utilisation d'hydrocarbures liquides pour les nouvelles constructions* » ;

1 Arrêté n°DDAF-B/14-95 du 29 août 1995 du préfet de la Haute-Savoie, notamment article 6 II.

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Chamonix-Mont-Blanc (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée.

DÉCIDE :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Chamonix-Mont-Blanc (74), objet de la demande n°2024-ARA-KKPP-3676, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Chamonix-Mont-Blanc (74) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-
Alpes et par délégation, son membre

Jean-Pierre Lestoille

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours gracieux ?

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes, à l'adresse électronique suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr ou l'adresse postale suivante :

- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
69 453 Lyon Cedex 06
- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

Où adresser votre recours contentieux ?

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

- Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

Où adresser votre recours contentieux ?

- Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).